



ÉDITORIAL

JEAN-LOUIS SANCHEZ

Directeur éditorial

LES LEÇONS D'UN SCRUTIN

Cela semble désormais inscrit dans l'avenir de la Nouvelle-Calédonie : son destin sera français. Et c'est tant mieux. Car que deviendrait ce territoire de 300 000 habitants sans la France, dont les valeurs sont autrement plus protectrices de la dignité humaine que celles de ses grands pays voisins, particulièrement intéressés par ses richesses naturelles ?

Pourtant, le soulagement ne peut être que provisoire car seuls 53 % des électeurs ont opté pour le maintien dans le giron français, ce qui révèle l'accentuation d'un courant indépendantiste fortement majoritaire dans le camp kanak. Un constat décevant, car depuis le pacte de Nouméa signé il y a trente ans, d'importants efforts ont été engagés pour attribuer aux populations d'origine kanake de grandes responsabilités, et des aides considérables en matière de développement économique et social. Et sur le plan culturel, beaucoup a été fait pour rétablir l'importance de l'héritage kanak dans la société calédonienne.

On est donc obligé d'admettre que le souci d'égalité n'a pas suffi à atténuer la tentation du repli sur soi, qui s'est avéré, comme en Hongrie ou aux États-Unis, plus influente que la recherche d'une communauté de valeurs. Et cela tant du côté des Kanaks que des Caldoches, qui n'ont pas su suffisamment valoriser ce qui les unit sur ce qui les divise. L'esprit des premiers accords de Nouméa semble donc oublié faute d'avoir su entretenir leur dimension éthique et leur finalité. Ce qui montre une fois de plus que la liberté et l'égalité, en Nouvelle-Calédonie comme dans le reste du monde, peuvent conduire à une impasse si elles n'ont pas un cap : celui de la fraternité afin de dépasser l'enfermement sur le passé et les origines au profit d'une communauté de projet. C'est bien la seule voie pour éviter une nouvelle confrontation entre les peuples.